ASSEMBLÉE NATIONALE

2018-2019

Compte rendu
2ème année de mandat

Nicole DUBRÉ-CHIRAT

MAINE-ET-LOIRE
Députée de la 6e circonscription

Depuis la première newsletter, de nombreux événements se sont produits, notamment une crise sociale, celle des gilets jaunes, faisant remonter des demandes liées au pouvoir d'achat.

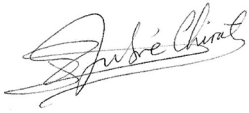
Ceci a conduit à des propositions d'aides du gouvernement à hauteur de 10 milliards d'euros, ainsi qu'à la mise en place du grand débat national sur le territoire entre élus et citoyens. Les discours d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe fixent les orientations et le calendrier de l'Acte II du quinquennat.

D'autre part, les élections européennes sont venues conforter la majorité présidentielle, ainsi que la place du Rassemblement national dans le paysage politique français.

Ceci nous oblige en tant que représentant de de la Nation et du peuple français à respecter le programme sur lequel nous avons été élus et à adapter les textes proposés aux besoins du territoire.

Mes activités ont donc été organisées en lien avec ces événements autant en circonscription qu'à l'Assemblée nationale, et cette lettre vous permet de mesurer mon investissement en tant que députée sur le territoire.

Nicole DUBRÉ-CHIRAT
Juillet 2019



Mon travail de Députée : entre l'Assemblée et la 6ème circonscription

• LE GRAND DÉBAT NATIONAL •
UN EXERCICE DÉMOCRATIQUE INÉDIT

Un mouvement de contestation inédit

Ce mouvement des *« gilets jaunes »* nous a rappelé que notre pays devait faire face à des difficultés sociales non résolues depuis plusieurs décennies. **J'ai rencontré à plusieurs reprises des *« représentants »* des gilets jaunes dans mes permanences** d'Angers, de Beaupréau et sur le terrain. J'ai écouté leurs difficultés, leurs demandes d'actions urgentes, leurs revendications multiples, qui ont rejoint les contributions sur internet et les lettres pour être analysées par la mission organisatrice du grand débat.

Les mesures concrètes du gouvernement pour y répondre

En décembre 2018 et suite à ce mouvement, **une série de mesures d'urgence économiques et sociales ont été décidées par le gouvernement** :

- gel de la **taxe carbone** ;
- augmentation de la **prime d'activité** pour les personnes touchant le SMIC hausse de 100 euros par mois, élargissement de l'assiette de cette prime et la revalorisation du SMIC ;
- défiscalisation des **heures supplémentaires et complémentaires** ;
- annulation de l'application de la **CSG** à 8,3 % et retour à l'application d'un taux de CSG à 6,6 % pour les retraités gagnant moins de 2000 euros;
- sollicitation des entreprises pour verser une **prime exceptionnelle défiscalisée** à leurs salariés.

Ces mesures concrètes à hauteur de 10 milliards d'euros constituent une avancée inédite et majeure en matière de hausse de pouvoir d'achat et d'amélioration de la justice fiscale.

Un exercice démocratique inédit

À la fin de l'année dernière, le Président de la République a proposé un **Grand Débat National sur tout le territoire**. Les Français ont été invités à mettre des *« mots sur leurs maux »*, à exprimer leurs attentes, à faire des propositions.

Dans ce cadre, j'ai proposé aux Maires de ma circonscription d'animer ou de participer aux débats selon leurs souhaits. Ainsi, **je suis intervenue** dans les communes suivantes : **Champtocé-sur-Loire, Champtoceaux, Liré, Saint-Laurent des Autels, Saint-Jean-de-Linières, Saint-Pierre-Montlimart, Bouchemaine ainsi qu'à la Maison d'Arrêt d'Angers**.

Chaque réunion a permis de mettre en place des ateliers et d'échanger avec 30 à 50 participants en moyenne. Les participants étaient souvent des personnes déjà engagées dans la vie municipale ou associative ; je regrette la moindre présence des jeunes et l'absence des gilets jaunes à ces débats.

Nous avons fait remonter à la mission organisatrice du grand débat les nombreuses propositions autour de quatre thématiques :

- **Organisation de l'Etat et des services publics** : accompagner les citoyens dans leur relation avec l'administration, prendre en compte les spécificités du monde rural, limiter la fermeture des services publics…
- **Démocratie et citoyenneté** : introduire la proportionnelle, permettre une participation plus importante des citoyens, développer l'instruction civique à l'école et l'éducation à la citoyenneté…
- **Transition écologique** : revoir nos modes de consommation alimentaire, favoriser une alimentation davantage orientée vers le bio et l'agriculture raisonnée, diminuer les passoires énergétiques en isolant l'habitat, rendre plus accessibles les aides de l'Etat à l'isolation et les aides à l'agriculture…
- **Fiscalité** : lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, développer la justice fiscale entre les entreprises, diminuer la TVA sur les produits de première nécessité…

Réunion à Saint-Laurent-des-Autels le 1er mars dans le cadre du Grand débat national

Les réponses concrètes de l'Etat aux contributions citoyennes

A la suite de ces contributions citoyennes, Le Chef de l'Etat a annoncé **des mesures fortes et concrètes** pour baisser l'impôt sur le revenu (5 milliards d'euros) et augmenter le pouvoir d'achat (re-indéxation sur l'inflation des retraites de moins de 2000 euros) ; réformer la démocratie (création d'un conseil de 150 citoyens tirés au sort pour faire partie d'un Conseil de participation citoyenne concernant en premier lieu la transition écologique) ; répondre aux besoins de proximité (développer dans chaque canton les maisons de service au public, futures Maisons France Services, pour y trouver certains services publics (Caf, Pôle emploi, CNAM, CNAV, MSA, Poste…) ; favoriser l'accès à l'emploi et à la formation ; réformer la haute fonction publique ; répondre au problème des pensions alimentaires non versées. De plus, le chef de l'Etat s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas de fermeture d'école ou d'hôpital jusqu'à la fin du quinquennat sans accord du maire.

Le Président de la République à la rencontre des jeunes citoyens des Mauges

Pendant cette période de consultation nationale, le Président de la République a sillonné le territoire pour écouter et débattre avec les élus locaux et les citoyens. C'est dans ce cadre qu'il s'est rendu en mars dernier à Angers, où il a pu échanger avec une soixantaine d'élus de la région des Pays de la Loire au sujet de la fiscalité des collectivités, de la taxe d'habitation, de la décentralisation, de la désertification médicale et des communes nouvelles.

J'avais attiré l'attention du Chef de l'Etat sur la particularité des Mauges, un territoire dynamique regroupant de nombreuses communes nouvelles, des usines à la campagne et des entreprises familiales. **Emmanuel Macron s'est donc rendu à Beaupréau**, accompagné d'Adrien Taquet, secrétaire en charge de la protection de l'enfance, où il a échangé avec une cinquantaine de jeunes collégiens du secteur de Beaupréau autour de 3 thématiques : l'environnement, le harcèlement scolaire et les inégalités femmes-hommes.

Emmanuel Macron Président de la République, Nicole Dubré-Chirat députée de la circonscription, Gérard Chevalier maire de Beaupréau-en-Mauges, lors du Grand débat national à Beaupréau avec des collégiens le 28 février

Cette visite a été l'occasion de mettre un « coup de projecteur » national sur le territoire des Mauges et de ses atouts, notamment sur les projets pour rendre ce territoire encore plus attractif.

• MODERNISER LA JUSTICE •

Nicole Belloubet, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice le 23 avril, a rencontré le personnel pénitentiaire de la Maison d'Arrêt d'Angers

Une justice plus lisible, de proximité et de qualité

Nous avons débattu en Commission des Lois du **projet de loi de réforme de la Justice** intitulé *« Loi de programmation 2018-2022 et réforme pour la justice et loi organique relative au renforcement de l'organisation des juridictions »* porté par Nicole Belloubet, Garde des Sceaux, Ministre de la justice.

Concrètement, **la réforme poursuit trois objectifs** :

1. **renforcer l'accessibilité** et la **qualité** de la justice pour les justiciables ;
2. **améliorer le quotidien** des professionnels du droit et de la justice ;
3. **renforcer l'efficacité** de la procédure pénale et de l'exécution des peines.

Elle **s'articule autour de six axes** :

1. **amélioration** et **simplification** de la procédure civile ;
2. **allègement** de la charge des juridictions administratives et renforcement de l'efficacité de la justice administrative ;
3. **simplification**, renforcement de l'efficacité de la procédure pénale et transformation numérique ;
4. **efficacité** et sens de la peine ;
5. **diversification** du mode de prise en charge des mineurs délinquants ;
6. **renforcement** de **l'efficacité de l'organisation judiciaire** et adaptation du fonctionnement des juridictions.

À l'Assemblée Nationale, l'étude de ce texte a permis aux commissaires aux Lois d'auditionner les acteurs concernés, les Directeurs et les personnels d'établissements pénitentiaires, dont ceux de la Maison d'Arrêt d'Angers. J'ai pu échanger aussi avec le Bâtonnier d'Angers et les délégués du Défenseur des droits au sujet des signalements dont ils sont destinataires et le Défenseur des Droits pour son rapport annuel.

Dans le même temps, **Nicole Belloubet s'est déplacée à Angers à mon invitation** pour visiter la prison et rencontrer les différents interlocuteurs des services judiciaires du territoire chargés de la prise en charge des mineurs.

Cette réforme, qui vise à rendre **la justice plus lisible, plus accessible, plus simple et plus efficace au service des justiciables** s'accompagne de **moyens financiers très importants**. En effet, le budget de la justice augmente avec +1,6 milliards d'euros sur 5 ans, soit une hausse de 24%.

De la rétention administrative

Suite au **projet de loi asile et immigration** *« Pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie »*, un groupe de travail parlementaire, dont je suis membre, a été mis en place pour réfléchir à la **rétention administrative des mineurs et des personnes vulnérables**.
Une délégation parlementaire s'est rendue à Mayotte en novembre 2018 afin de faire un état des lieux, recenser les difficultés, mesurer les avancées, proposer des solutions semblables à la métropole ou spécifiques à cette île. Les conclusions de ce groupe de travail seront connues d'ici la fin 2019.

J'ai été responsable de texte pour mon groupe parlementaire sur la **proposition de loi *« relative au délai d'intervention du juge des libertés et de la détention (JLD) en rétention administrative à Mayotte »***. Ce texte d'initiative parlementaire avait pour objectif d'adapter le délai d'intervention du juge des libertés aux spécificités migratoires de Mayotte. Le délai d'intervention sur la métropole est de 2 jours allongé à 5 jours pour Mayotte du fait du nombre de migrants et des difficultés propres à l'île. La loi a été promulguée le 5 mars 2019.

• TRANSFORMER LA FONCTION PUBLIQUE •

Le 15 mai dernier, intervention de Nicole Dubré-Chirat à la tribune de l'Assemblée nationale sur la discussion générale du projet de loi *Transformation de la fonction publique*

La fonction publique repose sur des textes qui datent de 1983. Or, durant ces 36 dernières années, notre société a évolué, comme notre rapport à l'Etat et à sa fonction publique. C'est pourquoi, le moment est venu de **moderniser la fonction publique** pour l'adapter à ces évolutions et au 21ème siècle, pour y intégrer de la souplesse et y assurer de la mobilité en facilitant les passerelles entre les 3 fonctions publiques et entre les secteurs public et privé.
La **réforme de la fonction publique** en discussion au Parlement vise à offrir aux agents de nouveaux droits, de nouvelles perspectives d'évolution professionnelle, et à accorder aux employeurs publics une plus forte autonomie dans le recrutement et la gestion de leurs équipes.

• REVISION DE LA LOI BIOÉTHIQUE •

UNE REFORME SOCIÉTALE MAJEURE DU QUINQUENAT

De multiples contributions

La révision de la loi bioéthique est prévue tous les 5 ans. Il s'agit d'un texte important qui est destiné à donner un cadre législatif aux questions soulevées par les avancées scientifiques et techniques, aux nouvelles activités médicales et de recherche en lien avec le corps humain. Ce texte de loi devra permettre de garantir le respect de la dignité humaine et de protéger les plus vulnérables contre toute forme d'exploitation au regard des valeurs de notre société.

Le gouvernement a demandé au comité consultatif national d'éthique (CCNE) d'organiser les **États généraux** de la bioéthique qui ont donné lieu à des contributions citoyennes synthétisées dans un rapport publié en juin 2018. Ensuite, le CCNE a rendu son **avis contributif** à la révision de la loi en septembre 2018. Puis, le **groupe d'information sur la bioéthique à l'Assemblée**, dont je suis l'une des membres, a, suite à 65 auditions, publié son rapport en janvier 2019.

Enfin, **trois conférences thématiques** se sont déroulées avec des parlementaires au ministère de la Santé à l'invitation de Agnès Buzyn, ministre de la Santé, avec aussi Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la Justice. Un médecin et un avocat y ont fait un point sur les avancées de la science et du droit, à l'issue duquel il y a eu des échanges entre les participants.

Dans le rapport de notre groupe d'information sur la bioéthique, nous déclinons **soixante propositions** sur des thèmes aussi variés que l'autoconservation ovocytaire, l'intelligence artificielle ou encore les greffes d'organes. Nous préconisons, par exemple, un plan global de lutte contre l'infertilité et un programme de consultation préventive pour tous ; l'ouverture de l'accès à la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules ; la possibilité aux personnes conçues à partir d'un don de gamètes ou d'embryon d'accéder à leurs origines ; la création, selon certaines modalités, d'un organisme chargé d'accompagner les personnes nées grâce à un don, la personne ou le couple receveur et le tiers donneur dans le cadre de l'accès aux origines personnelles.

Réflexion sur la fin de vie

Je suis membre du groupe d'étude sur la fin de vie, différencié de celui sur la révision de la loi bioéthique, pour réfléchir à l'évolution de la loi Claeys-Leonetti du 2 juin 2016 *« créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie »*.

De nombreux experts sont intervenus au colloque sur la contre-radicalisation parrainé par la députée qui s'est tenu à l'Assemblée nationale le 13 juin

• RESPECT DE LA LAÏCITÉ •

L'Observatoire de la laïcité, où je siège en tant que représentante de l'Assemblée nationale, a pour mission d'assister le gouvernement dans son action visant au respect de la laïcité en France. Il permet d'éclairer les pouvoirs publics sur la laïcité par la production et l'analyse de données.
Dans le cadre de nos missions, nous remettons un **rapport annuel au Premier Ministre**, relatant la synthèse des auditions avec les acteurs du monde laïc et religieux. Le constat montre une sensibilité très forte sur toute situation qui touche à la laïcité et au fait religieux, même si les atteintes directes à la laïcité restent peu répandues et apparaissent, pour la deuxième année consécutive, mieux contenues grâce à la multiplication des formations à la laïcité.

J'ai été sollicitée par le **Salon des entreprises pour faire une intervention sur le fait religieux** en entreprises privées et les difficultés rencontrées par les employeurs sur ce sujet. L'Observatoire de la laïcité est une véritable ressource pour former et informer à l'aide de guides spécifiques mis à la disposition de tous, dont les employeurs confrontés à des sollicitations de salariés souhaitant pratiquer leur religion au sein de l'entreprise.

J'ai parrainé un **colloque qui s'est tenu à l'Assemblée nationale le 13 juin sur la contre-radicalisation** avec Dounia Bouzar, membre de l'Observatoire de la laïcité et coordinatrice d'un dossier des *Cahiers de l'Orient* sur ce thème ; Marie-José Sfeir, Directrice de la publication de ces *Cahiers* et modératrice du débat, et des intervenants qualifiés et experts, tels que Serge Hefez, psychiatre, Hasna Hussein, sociologue des médias, Sébastien Boussois, géopolitologue, Pierre Conesa, ancien haut fonctionnaire du ministère de la Défense, ou encore Alain Rufflon, psychanalyste. Ce colloque nous a permis de réfléchir et de dégager des éléments de réponses sur la détection, l'accompagnement et le suivi des personnes en voie de radicalisation ou radicalisées.

Intervention au Salon des entreprises sur le fait religieux dans les entreprises privées

Présentation de la proposition loi pour améliorer la représentativité des territoires organisés en communes nouvelles

• UNE MEILLEURE REPRÉSENTATIVITÉ DES COMMUNES NOUVELLES •

La 6ème circonscription compte 4 communes nouvelles créées depuis 2015. Leur conseil municipal est constitué de l'addition des élus en 2014. Or, la loi NOTRe prévoit de diminuer de façon conséquente les effectifs des conseillers municipaux.
La proposition de loi, **dont je suis rapporteure**, vise à modifier la représentativité par une dérogation pour le mandat de 2020.

Réunions publiques

Le prélèvement à la source, octobre 2018

J'ai sollicité, pour une réunion citoyenne sur le prélèvement à la source, Michel Derrac, Directeur départemental des Finances Publiques et Jean-Louis Abalain, contrôleur des Finances Publiques. Ils ont informé, expliqué, rassuré les participants sur la préparation des services fiscaux et sur les détails de la procédure. Nous avons pu constater la pleine réussite de cette opération mise en place en début d'année grâce à la mobilisation, la compétence et l'efficacité des agents des services des impôts.

La réforme des retraites, décembre 2018

J'ai organisé une conférence-débat à Belle-Beille sur le **projet de réforme**, avec Corinne Vignon, députée-ambassadrice de la réforme des retraites. La concertation nationale est conduite par Jean-Paul Delevoye, nommé Haut-Commissaire à la réforme des retraites.

Débat sur les retraites avec Corinne Vignon, ambassadrice de la réforme des retraites

Cette conférence a permis de recenser les 42 systèmes de retraite actuels et 13 systèmes de pensions de réversion, de mettre en évidence la nécessité de reformer, d'informer de la progression des travaux et négociations engagées sur le sujet par Jean-Paul Delevoye et d'esquisser le projet à venir.
Il s'agit de **construire un système universel plus simple, plus solidaire**, base d'un contrat social qui crée de nouveaux droits et de nouvelles solidarités en phase avec les évolutions de la société. Lors de cette soirée, nous avons consigné les observations et interrogations des participants, pour les transmettre au Haut-Commissaire.

Fin juillet 2019, Jean-Paul Delevoye présentera au gouvernement ses recommandations, lesquelles serviront de base au **projet de loi débattu au Parlement à l'automne prochain**. Comme le Premier Ministre l'a précisé le 13 juin dernier lors de sa déclaration de politique générale, il s'agira de mettre en place un *« système universel des retraites où chaque euro cotisé ouvrira les mêmes droits pour tous. Les mêmes règles de calcul des pensions pour tous, cela signifie la fin des régimes spéciaux. Cela se fera très progressivement, sans modifier les conditions de départ des personnes qui ont déjà des projets pour leur retraite. Nous maintiendrons donc la possibilité d'un départ à 62 ans en ne bougeant pas l'âge légal. Mais nous définirons un âge d'équilibre et des incitations à travailler plus longtemps »*.

Les institutions, janvier 2019

Une **conférence-débat s'est tenue à Beaupréau sur le thème des institutions**, à l'initiative du comité *Les Mauges En Marche*, et avec trois députés. Denis Masseglia est intervenu sur l'organisation du Grand débat, Stella Dupont sur le prélèvement à la source. Je suis intervenue sur le sujet de la démocratie représentative et participative.
Nous sommes confrontés à un paradoxe : une abstention électorale de plus en plus forte et une demande croissante de participation des citoyens aux débats et aux décisions politiques. Avec les contributions au Grand Débat National, une réflexion s'engage autour des évolutions possibles de la représentativité et de la participation au niveau national et local pour moderniser nos institutions (proportionnelle, référendums, droit de pétition...). Elle débouchera sur une **réforme des institutions en 2020** qui sera l'occasion de réaffirmer les valeurs profondes de notre démocratie sur laquelle repose notre contrat social.

Conférence-débat à Beaupréau sur le thème des institutions

L'Union européenne, mai 2019

Meeting électoral dans le cadre des élections européennes avec le Premier Ministre

L'Europe s'est construite sur des valeurs. C'est **une nécessité** pour répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux au plus près de nos territoires. C'est aussi **une force** de sécurité et d'union entre les citoyens des pays européens pour faire face aux menaces du monde actuel. L'Europe reste la meilleure **garantie de la paix** sur le continent. Elle doit protéger ses frontières dans le respect de ses valeurs, construire une politique de l'asile, sauvegarder Schengen et développer sa défense par des coopérations concrètes en avançant vers la constitution d'une armée européenne.
C'est parce que je défends cette Europe que, dans le cadre des élections européennes, j'ai accueilli dans ma circonscription, un meeting électoral organisé par La République en Marche, en présence du Premier ministre Edouard Philippe, du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, du maire d'Angers Christophe Béchu, de deux co-listières originaires du Maine-et-Loire : Catherine Chabaud et Sophie Tubiana, et des élus.

Interventions sur le territoire

Soutien financier au projet de l'association "A Belle-Beille : Les femmes avancent" pour les aider à passer leur permis de conduire

Financement de projets sur fonds propres

En 2018, **j'ai décidé de soutenir les petites associations du territoire travaillant dans le cadre de la solidarité et de la culture en lançant un appel à projets**. Ce dispositif vise à les accompagner dans leurs activités en constituant un financement avec fonds propres.

Les associations qui souhaitent candidater doivent compléter le formulaire en ligne sur mon site internet en présentant leur projet et leur association.
Des appels à projets sont sélectionnés par un jury 3 fois par an.

L'an dernier, c'est le projet *"À Belle-Beille : Les femmes avancent "* qui a été choisi pour une aide à passer le permis de conduire et les encourager à poursuivre leur démarche d'émancipation.

Au 1er semestre 2019, 2 associations sont retenues :

- *Patrimoine et Partage en Mauges et Loire* pour son spectacle artistique et historique *« la Geste 2020 »*, célébrant les 600 ans de la chute de la citadelle de Champtoceaux ;
- *Musiques baroques à Savennières* pour son *« Académie de musique baroque »* qui se déroule en août à Savennières.

Pour les prochains appels à projets, les associations peuvent postuler d'ici le 15 septembre en allant sur le site :
https://www.nicole-dubre-chirat.fr/articles/journal-de-bord/soutien-financier-aux-projets-associatifs-de-notre-circonscription-posez-vos-candidatures--36

Regroupement familial et régularisation

Un père résidant dans ma circonscription avait entrepris toutes les démarches administratives pour faire venir son fils de Mayotte sans succès. J'ai sollicité l'Ambassadrice des Comores pour accélérer la procédure de ce regroupement familial.
Après sollicitation d'associations qui accompagnent des familles accueillies dans les Mauges pour demander leur régularisation, j'ai interpellé les services de la Préfecture pour les soutenir dans leur démarche.

Prime de diversification des activités pour les buralistes

Un protocole d'accord signé entre le gouvernement et les représentants des buralistes permet aux buralistes de percevoir une *« prime de diversification des activités »* s'ils proposent un service public de proximité dans leurs bureaux de tabac. J'ai rencontré des représentants des buralistes qui s'inquiétaient de l'interruption de cette prime. J'ai demandé à la Direction générale de Douanes et des Droits indirects des Pays de la Loire si les buralistes pourraient encore bénéficier de ce financement.

Finances publiques

Après sollicitations de citoyens, je suis intervenue auprès de la Direction générale des Finances Publiques pour demander des procédures d'étalement d'impayés, suppression de pénalités ou des modalités d'accessibilité aux subventions pour l'habitat.

Éducation

Selon la démographie et le nombre d'élèves inscrits chaque année, des projets de fermeture et d'ouverture de classe sont envisagés. Je suis sollicitée dans le cadre d'annonces de fermeture de classes et je travaille conjointement avec les maires, les parents élèves et le directeur d'Académie (DASEN), pour suivre et voir quelles solutions peuvent être proposées.

Logement

Des citoyens nous sollicitent pour obtenir des informations, des réponses de la part de bailleurs sociaux. J'interroge ces organismes de logement ou les mairies concernés pour attirer leur attention sur ces requêtes et trouver des réponses.

Handicap

À la demande de personnes handicapées et de leur famille, en situation difficile ou d'urgence, en recherche d'une structure d'accueil, ou confrontées à un problème lié à l'allocation pour adultes handicapés, je sollicite les différents organismes, comme par exemple la Maison départementale de l'Autonomie, pour aider ces personnes et voir quelles solutions seraient adaptées à leurs besoins.
Le Duo Day est une journée nationale consistant à accueillir une personne en situation de handicap dans une entreprise, une collectivité ou une association, pour découvrir le travail et le milieu du travail d'un professionnel. Pour soutenir concrètement cette démarche qui favorise l'inclusion et la découverte d'un métier, un étudiant malvoyant de 18 ans m'a accompagnée tout au long de ma journée de travail dans la circonscription le 16 mai.

Médailles

En raison de la qualité de leur parcours, j'ai demandé des récompenses pour des personnes pouvant prétendre à l'Ordre national du Mérite. Cet Ordre fut créé par décret, le 3 décembre 1963, à l'initiative du Général de Gaulle pour *« récompenser et honorer les services éméritées rendus à la Nation »*. D'ailleurs, j'ai été conviée à la remise de la Médaille du mérite agricole de Monsieur Sautejeau, Président de la Société des Courses de Jallais, pour l'ensemble de sa carrière dans la filière équine.

Remise de la médaille de l'ordre du mérite agricole à Gérard Sautejeau à l'hippodrome de Jallais

Rencontres et visites sur le territoire

Je poursuis mes rencontres avec les différents acteurs du territoire pour nourrir mon travail de législateur, faire remonter au niveau national les difficultés du terrain, soutenir les projets locaux, participer à la mise en valeur de l'esprit d'innovation et des savoir-faire des acteurs de notre territoire. Voici quelques exemples de rencontres et de visites.

Les maires

Les maires sont les interlocuteurs privilégiés pour présenter leurs projets et leurs problématiques. Cette année, j'ai aussi rencontré les maires de Saint-Laurent-du-Mottay, de Bouzillé, Landemont, Savennières, de la Poitevinière, de la Chapelle du Genêt, du Puiset-Doré, de Saint-Rémy-en-Mauges, du Fuilet, de Liré, de La chapelle Saint-Florent, du Marillais, de Beaupréau en Mauges, Montrevault-sur-Evre, Orée d'Anjou, Mauges sur Loire.

Les citoyens

J'accueille les citoyens dans mes permanences d'Angers et de Beaupréau, avec ou sans rendez-vous, et de façon délocalisée dans les mairies une fois par trimestre.

Les entreprises

Régulièrement je visite des **entreprises** et rencontre des **artisans**, **commerçants**, **indépendants** et leurs représentants professionnels.

Visite de la Plateforme Leroy Merlin/XPO à Saint-Jean-de-Linières

Les agriculteurs

Visite de l'exploitation de M. Gachet Maire de Jallais

Visite de l'exploitation de M. Gachet Maire de Jallais, rencontres avec les syndicats de la FDSEA et CAB du 49, le syndicat des retraités de la FDSEA, échanges avec 8 organisations paysannes à la cité des associations à Angers (AFOCG - ARDEAR - CAB -CIAP - FRCIVAM - Solidarité Paysans), des éleveurs du 49, la MSA du Maine-et-Loire à Angers, visite au salon de l'Agriculture.

Visite d'ALISE Services à la Pommeraye (structure d'insertion professionnelle)

Travail et entreprises d'insertion

Échanges avec la nouvelle directrice 49 de Pôle Emploi, avec des membres de l'association intermédiaire des Mauges (AIM) pour l'emploi à Beaupréau, visite d'ALISE Services à la Pommeraye, structure d'insertion professionnelle.

La sécurité

Échanges avec les policiers du commissariat d'Angers, les pompiers du SDIS de Beaucouzé, les gendarmes de Beaupréau et d'Angers, des représentants CFDT des policiers.

Échanges avec les forces de gendarmerie du territoire

Les écoles et l'éducation

Dans le cadre de la réforme *« Pour une École de la confiance »*, j'ai été amenée à rencontrer des directeurs d'écoles de mon secteur, des enseignants de centres éducatifs fermés, des représentants de parents d'élèves et d'enseignants. D'autre part, j'interviens dans les *« classes parlement »*, et d'autres classes de collégiens ou de lycées dont certaines visitent l'Assemblée nationale.

Le handicap

Sur le thème du handicap, j'ai rencontré le collectif Soli'Mauges à Chaudron en Mauges qui fédère les acteurs du handicap et de la perte d'autonomie ; visité le Centre Pastels de Loire (centre d'accueil pour cérébrolésés) à Bouchemaine et échangé avec des représentants de la Mutualité française, l'ESAT (établissement et service d'aide par le travail) *Arc en Ciel* à Beaupréau, l'Ecole des chiens guides d'aveugles à Bouchemaine.

Visite de l'ESAT (établissement et service d'aide par le travail) Arc en Ciel à Beaupréau ;

Les EHPAD (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Soit pour des visites, ou suite à des sollicitations, je suis allée à la rencontre du personnel et des résidents de différents EHPAD pour connaitre leurs projets, les prises en charge et recenser leurs difficultés à Saint-Georges-sur-Loire, Landemont, Beaupréau en Mauges, Saint-Pierre-Montlimart, Jallais et Angers (Belle-Beille).

Ma présence aux événements du territoire

Exposition "Au fil de l'Evre" à Saint-Pierre-Montlimart.

Commémorations

Hommage aux militaires décédés à la gendarmerie nationale à Angers

- Stèle des fusillés à Belle-Beille,
- Hommage aux militaires décédés à la gendarmerie nationale à Angers,
- Arrivée du relais Mémoire le 11 novembre place Leclerc à Angers,
- Armistice à Beaupréau-en-Mauges,
- 8 mai à Saint-Léger-de-Linières,
- Journée nationale de l'abolition de l'esclavage à Beaucouzé,
- Cérémonie de remise des fanions aux différentes unités de la gendarmerie du Maine-et-Loire

Fête de la Sainte-Barbe

Pour les pompiers au May sur Evre, à la Pommeraye, à Champtocé, à Montrevault sur Evre.

Cérémonies de naturalisation

À la préfecture, moment émouvant où des personnes seules, en couple ou avec leurs enfants, reçoivent les documents attestant de leur nationalité française ainsi que le livret d'accueil dans la citoyenneté française avec ses droits et ses devoirs. La symbolique forte de cette cérémonie est l'occasion de réaffirmer l'importance des valeurs du citoyen dans la République française.

Inaugurations

Inauguration de la trésorerie à Beaupréau-en-Mauges, de l'agence postale à la mairie de Savennières, de l'école publique du Fuilet, de l'ISTOM (école d'ingénieur) à Angers, de l'IDELE (institut de l'élevage) au campus de l'INRA à Angers, de l'unité les Violettes à Chaudron en Mauges (lieu de vie pour personnes handicapées), de l'espace social-santé du Mesnil

Inauguration de l'unité les Violettes à Chaudron en Mauges (lieu de vie pour personnes handicapées) avec Christian Gillet président du département

en Vallée, du nouvel équipement Sport'Co à Beaucouzé, de la station d'épuration de Villedieu-la-Blouère, du marché de Noël à Beaupréau, de la fête communale de Beaucouzé.

Manifestations sportives et solidaires

- Téléthon à la Pommeraye et à Saint-Laurent-de-la-Plaine ;
- "Téléthon merci" à la résidence Yolaine de Kepper Saint-Georges-sur-Loire ;
- 10e édition de la Confluente de Bouchemaine course de femmes pour la prévention du cancer ;
- Course « color » des solidarités au parc Balzac ;

Courses hippiques à l'hippodrome de Jallais et remise du prix de la Rochardière

- Championnat de France de football Gaélique (masculin + féminin) à Belle-Beille ;
- 31ème édition du Cross départemental des sapeurs-pompiers à Gesté avec remise de récompenses par le contrôleur général Pascal Belhache ;
- Courses hippiques à l'hippodrome de Jallais et remise du prix de la Rochardière ;
- 55e Edition de la Course de côte à la Pommeraye ;
- Tournoi de Baskin (Basket inclusif à Belle-Beille).

Manifestations culturelles et viticoles

- Exposition du Manuscrit Partnership de Julien Gracq, acheté par la Région pour être exposé durant un mois à la Maison Julien Gracq puis conservé à la bibliothèque d'Angers ;
- Soirée de gala du Cadre Noir de Saumur, sous l'égide du département ;
- Concours des vins du Fuilet.

Expositions d'histoire

- *Seconde Guerre mondiale* à Beaucouzé;
- *"Des rives de Loire au front de l'est"* à Saint-Florent-le-Vieil ;
- *"Age de pierre, Hache de pierre"* à la Jubaudière ;
- *"Au fil de l'Evre"* à Saint-Pierre-Montlimart.

Expositions d'art

Peintures de Juliette à Beaucouzé, 32e festival de BD «Bulles de Loire» à Chalonnes sur Loire.

Expositions commerciales

Foire Exposition à la Pommeraye.

Permanences parlementaires

Collaboratrices parlementaires

Nacira MEGHERBI

Sophie CHÂTEAU

Fabienne VITTORI

Milena MUNOZ

En circonscription

19, rue Chateaugontier, 49100 **Angers** (du lundi au vendredi)
12 bis, rue Saint-Martin, 49600 **Beaupréau-en-Mauges** (le mercredi)
Téléphone : 02 41 43 02 07

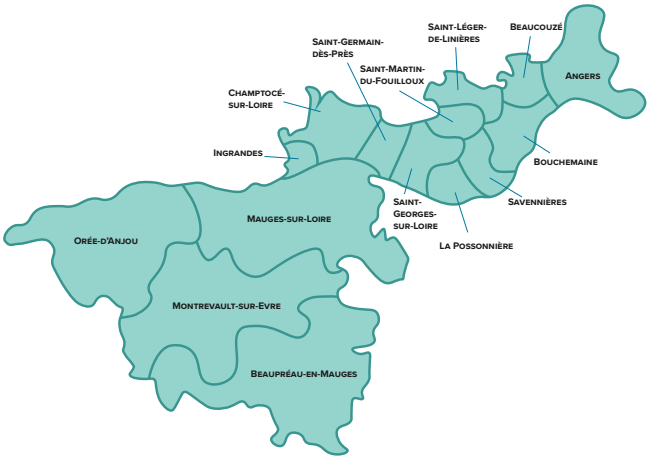
Collaboratrices parlementaires :
Nacira Megherbi, Sophie Château, Fabienne Vittori

À Paris

126, rue de l'Université, 75007 Paris
Téléphone : 01 40 63 60 34
Collaboratrice parlementaire : Milena Munoz

Suivez mes activités en circonscription et à l'Assemblée nationale sur :

www.nicole-dubre-chirat.fr

@NicoleDubre17

facebook.com/nicoledubrechirat